

Conférence - Débat

ÉCOLOGIE ET DÉMOCRATIE

avec Dominique Bourg

cahier Upc - Roubaix #42

Atelier citoyen

MOBILISATION CITOYEN
CONCERTATION INSTITUÉE À L'UNION

jeudi

14

novembre

2013

AU

FRESNOY





Université Populaire et Citoyenne à Roubaix

L'université populaire et citoyenne est une association loi 1901, fondée en 2004 par des militants engagés dans des actions d'Éducation Populaire sur la Ville de Roubaix. Elle s'est donné pour objet d'organiser des croisements de savoirs entre citoyens sur les questions d'intérêt général. Elle est à la fois :

- **un lieu de formation citoyen** avec la mise en place de cycles de conférences-débats, de séminaires et de « cafés-citoyens » dans les quartiers. Ces lieux d'échanges et de formation sont gratuits et ouverts à tous.
- **un lieu d'action collective** avec l'organisation « d'équipes de recherche-action sociales » (Eras) créées à l'initiative de citoyens volontaires, chargées de concevoir et animer différents programmes de croisements de savoirs.
En 2011, quatre recherches-actions proposent un programme riche de rencontres sur quatre thématiques :
- « **le racisme et la discrimination** » en développant notamment des ateliers d'histoire locale,
- « **le travail et l'insertion** » en élaborant des propositions visant à « bouger la politique de l'emploi à Roubaix »,
- « **l'écologie urbaine** » en accompagnant le collectif de l'Union dans le projet d'implantation de l'écoquartier de l'Union à Roubaix-Toucoing-Wattrelos,
- « **la santé citoyenne** » par la mise en débat d'une première offre publique de réflexion sur les trois axes : la santé surdéterminée par la précarité ; les difficultés à se soigner ; vivre "bien" avec une maladie ou un handicap.

L'Université populaire et citoyenne veut permettre à tous les habitants de participer à la construction des politiques publiques, en leur proposant à la fois des outils et un espace d'expression.

*Université Populaire et Citoyenne à Roubaix
c/o FAL, 20 rue de Lille 59100 Roubaix
Tél : 03.20.82.23.96 / contact@upc-roubaix.org
Toute notre actualité sur www.upc-roubaix.org*

Conférence - Débat jeudi 14 novembre 2013

ÉCOLOGIE ET DEMOCRATIE

Cette conférence a réuni 80 participants au studio du Fresnoy à Tourcoing, le jeudi 14 novembre 2013, venus écouter et discuter avec le philosophe suisse Dominique Bourg, vice président de la Fondation Hulot, auteur de nombreux ouvrages sur le défi environnemental global et notamment le lien entre démocratie et écologie («Vers une démocratie écologique : le citoyen, le savant et le politique», avec Kerry Whiteside, Seuil, La République des idées, Paris, 2010) . Mettant en évidence la situation de blocage de la démocratie représentative dans laquelle nous sommes face à la catastrophe écologique, il propose des évolutions institutionnelles, avec la mise en place d'une 3ème chambre dévolue aux questions du long terme. Il souligne la nécessité de transformer nos « modes de vie » vers moins de production et de consommation. Entre pessimisme politique et volonté d'agir, il privilégie la voie étroite de la multiplication des initiatives locales pour transformer nos modes de vie et tenter de résister à un effondrement de plus en plus probable de notre Humanité.

Hypothèses sur notre passivité face aux enjeux environnementaux globaux

A partir d'une définition large de la démocratie : « *l'influence que les citoyens peuvent exercer sur la prise de décisions publiques pour viser dans l'idéal, l'amélioration du bien-être de chacun* », Dominique Bourg démontre la situation de blocage dans laquelle nous sommes, face à l'appréhension de la question environnementale globale sur deux plans :

- notre incapacité à nous représenter moralement les questions d'environnement
- notre difficulté à nous les représenter politiquement.

Moralement, Dominique Bourg prend comme origine la règle d'or suivante : « *ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit* ». Dès que l'on viole cette règle dans l'espace de proximité, on ressent un sentiment irrésistible de devoir se justifier. Ce sentiment est universel. Cette obligation de devoir se justifier, pacifie nos relations mutuelles. Si, avec courage et obstination, nous refusons d'entrer dans la violence, nous refusons de répondre, nous interdisons à celui qui nous agresse de justifier sa propre agression. Et elle finit par s'enrayer.

C'est ce que Ghandi a expérimenté et ce sur quoi repose la non-violence. Cette règle d'or ne fonctionne pas sur la question environnementale globale parce qu'elle est hors périmètre de ce que nous ressentons et voyons. Elle touche des êtres humains lointains dans l'espace et dans le temps : « *cela ne m'oblige pas* ». En général on ne manifeste pas pour le climat, si ce n'est quelques milliers de personnes à l'occasion d'un sommet international.



Politiquement, Dominique Bourg décrit 5 caractéristiques qui mettent chacune en défaut notre système de démocratie représentative :

- Nos démocraties sont territoriales et les problèmes d'environnement sont globaux. La communauté internationale est plus un espace de défense des intérêts de chacune des nations contre les autres nations qu'une véritable « communauté ».
- Les problèmes d'environnement sont inaccessibles à nos sens. « *Je ne suis pas capable de défendre mes intérêts et ceux de mes proches parce que ce que je peux savoir par moi-même ne me permet pas de jauger la situation qui pourtant m'échoit* ». Cela laisse plus d'espace à certains pour contester les contenus de savoirs et aboutit aujourd'hui à ce qu'un Américain sur deux et un Européen sur trois soient climato-sceptiques.
- Les problèmes d'environnement sont imprévisibles. Personne ne peut prévoir les problèmes nouveaux que nous aurons dans la

seconde moitié de ce siècle.

- Le couple inertie-réversibilité : l'inertie du temps de réponse de l'écosystème aux dégradations. Le climat que nous aurons vers 2050 est à peu près déjà décidé. La réversibilité demande d'anticiper et serait perçue comme une « gêne » pour un bénéfice dans trente ou quarante ans. Un élu peut-il obtenir une adhésion sur une telle proposition ?

- Plus que des pollutions, les problèmes d'environnement sont des flux de matières et d'énergie. Il ne suffira pas de produire moins de polluants, il faut aussi réduire les flux. Il ne faut pas seulement produire et consommer « mieux », il faut produire et consommer « moins ». Cela est inaudible, encore plus en période de crise économique. Il y a là une contradiction frontale avec ce qui fonde la démocratie, conçue précisément pour permettre l'arrachement à la pauvreté et l'enrichissement du plus grand nombre. C'est le cahier des charges des démocraties représentatives.

Etat des lieux des réponses dans la littérature internationale

Face à cette difficulté gigantesque, quelles sont les postures que l'on peut trouver dans la littérature internationale ? Dominique Bourg en retient quatre :

- Améliorer le système représentatif existant tel qu'on le trouve actuellement dans les grands états démocratiques.
- Se tourner vers la démocratie participative en rapprochant la décision de l'échelle locale.
- Adjoindre aux systèmes représentatifs d'autres institutions non représentatives qui pourraient servir de correctif.
- S'occuper dès maintenant de ce qu'il pourrait advenir après l'effondrement inévitable.

L'amélioration du système actuel peut s'appuyer sur la proposition de la juriste et philosophe australienne Robyn Eckerley dans son livre « Green state » (1992). Elle propose d'élargir la démocratie au delà des frontières nationales sur la base des individus potentiellement affectés par un risque.

Elle propose un élargissement encore plus grand en prenant en compte d'autres êtres vivants affectés par nos activités. L'ambition est intéressante mais les moyens mobilisables sont relativement pauvres. Les études d'impact existent depuis les années 70 et ne changent pas la donne globale. Le principe de précaution peut être efficace pour un principe de droit avec une démarche circonstanciée institutionnellement, ce qui n'est pas du tout le cas du réchauffement climatique. Il faut alors changer la totalité de la société, bien au delà d'un principe juridique. Certains se sont dit pourquoi ne pas réserver au parlement un certain nombre de sièges de députés dévolus aux questions du long terme. Mais dans chaque parti politique, une minorité est au fait des questions environnementales. On ne peut réserver ces sièges à un parti politique plus qu'à un autre.

Attendre que l'opinion change risque d'être long. Bruno Latour (sociologue) a proposé un parlement des choses avec une chambre des députés et une

chambre des représentants des êtres non humains. Cela suppose des défenseurs des êtres non humains, souvent des scientifiques (biologistes...) qui ne soient pas dans des conflits d'intérêts avec l'industrie.

La démocratie participative : la volonté populaire et souveraine peut parfois errer sur les questions environnementales, elle aurait bien des raisons pour le faire. Lors d'un débat public organisé sur la circulation sur l'autoroute Vallée du Rhône-Languedoc, une conférence de citoyens sur le climat s'est tenue. Les citoyens ont conclu : « *c'est vrai, ces histoires de climat c'est gênant, mais surtout*

ne nous taxez pas... ». En Alaska, les Indiens du Nord ont retrouvé légitimement la propriété de leurs terres et leur décision a été d'ouvrir l'exploitation pétrolière et minière. Compter sur le lobbying auprès des parlementaires, être auditionné dans des commissions, c'est un jeu d'équilibre qui est très défavorable aujourd'hui aux défenseurs des questions écologiques. Il existe aussi un courant avec Muriel Boukchine, Alan Carter qui pensent que l'on ne peut s'en sortir avec de grandes structures politiques. Pour des choix difficiles, il faut réduire l'échelle de décision, créer des états plus petits, des cité-états... mais ça risque d'être trop long.



Adjoindre d'autres institutions : avec Kerry Whiteside, Dominique Bourg a proposé l'institution d'une 3^{ème} chambre dévolue aux enjeux de long terme. Cette 3^{ème} chambre serait informée par un « collège du futur » composé de jeunes chercheurs qui feraient du monitoring concernant l'épuisement des ressources, en terme de climat, de biodiversité... des chercheurs en sciences humaines seraient aussi associés pour comprendre les conséquences sociales. Ce collège informerait en permanence les trois chambres et l'exécutif. La

3^{ème} chambre pourrait être composée pour moitié d'experts et pour moitié de citoyens tirés au sort de manière représentative. Cette chambre ne voterait aucune loi mais disposerait d'un droit de veto pour toute loi qui apparaîtrait contraire à deux principes constitutionnels nouveaux : une gestion économe des ressources, la création monétaire publique pour financer les « enjeux adaptatifs » auxquels nous ne pourrions nous soustraire. Cette nouvelle institution marquerait le fait que nous habitons d'ores et déjà dans un monde différent.

L'effondrement inévitable : le temps presse inévitablement. Si le sommet de Copenhague avait réussi, on aurait baissé de 3% à partir de 2016 nos émissions de gaz à effet de serre pour avoir trois chances sur quatre de ne pas augmenter de plus de 2° et plus la température moyenne de la surface du globe. 3% est une moyenne mondiale, or dans cette moyenne, il y a des gens qui doivent encore augmenter leurs émissions, les plus pauvres. Maintenant on ne pourra le faire qu'à partir de 2021, il faudra alors réduire de 5% par an nos émissions jusqu'en 2027 avec 2 chances sur 4 de contenir l'augmentation de la température à 2°. On peut toujours croire au miracle mais il semble difficile que l'on sache faire l'effort nécessaire pour éviter cette élévation dramatique de la température. On ne peut exclure un effondrement qui se traduise en perte de complexité de la société mais aussi malheureusement en perte de démographie. L'imaginaire écologique est né dans l'apocalyptisme, il y revient aujourd'hui avec des études plutôt sérieuses ce qui est relativement inquiétant.

Que faire aujourd'hui ?

Dominique Bourg considère que, s'il faut essayer d'apporter des correctifs au système démocratique qui n'arrive pas à embrayer sur les enjeux environnementaux globaux, il faut aussi



s'intéresser aux lieux qui bougent déjà. Et il n'y a qu'un lieu où ça bouge, c'est localement, parfois de manière très marginale. Dominique Bourg propose une grille d'analyse en distinguant trois leviers d'actions: les styles, les genres et les modes de vie : Les styles de vie, c'est la variabilité liée au marché qui se traduit par l'achat. A l'opposé, on trouve les genres de vie, c'est ce que l'on ne peut pas changer (les modes de transport, l'électricité, le téléphone...) ce qui structure nos vies de façon collective. Et puis il y a un ajustement intermédiaire qui est le mode de vie. Il permet le recouvrement entre l'individuel et le collectif. Je peux me nourrir autrement, me loger autrement, produire autrement mon électricité, pas seul, mais avec d'autres. Nos régimes représentatifs ont horreur des « modes de vie » qui veulent déroger à la réglementation. C'est pourtant la seule variabilité en terme de mode de vie qui nous permettrait de nous adapter au monde qui est en train de changer pour faire bouger ensuite nos genres de vie.

Partant de cette grille d'analyse, Dominique Bourg défend l'idée à l'échelle d'un pays, de mettre en place des politiques publiques différenciées, qui autorisent un droit à l'expérimentation, rendent possibles des poches dérogatoires sans être « hors sol » ni « hors justice ». Pourquoi ne pas rompre avec cette idée d'avoir une politique publique pour tout le territoire : « *Les incertitudes quant à l'avenir nous obligent à ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier* ».

Le débat

Questions :

- *Ne pensez vous pas qu'il y a aujourd'hui une partie des citoyens qui sont plus mûrs pour proposer une cassure du modèle, repenser les modes de consommation ? Moi-même, j'étais à des années lumière de cette démarche écologique et je me pose aujourd'hui beaucoup de questions. Il faut expliquer et les gens sont prêts à changer.*
- *Depuis treize ans, je cherche à pratiquer un nouveau mode de vie. J'ai travaillé dans la publicité, marché dans la montagne avec des Tibétains, organisé des cyclo-tours paysans. Je bute sur l'accès à la terre pour m'installer en pluri-activités, construire un habitat léger et réversible. Des amis militants,*

devenus élus sont aussi bloqués.

- *Vous décrivez de manière « naïve » la démocratie comme un système qui a marché si l'on exclut la question écologique, alors qu'il y a plein d'exploitation, de pauvreté... La consommation, le gaspillage, c'est la réponse que la démocratie a trouvée comme substitut à l'égalité. Et puis sur l'incapacité des démocraties à réagir, j'ai des doutes. Elles ont été capables de le faire lors des guerres mondiales.*

D.Bourg :

Sur les deux premières questions, il y a une part de la population qui a envie de faire des choses, d'où l'idée de politiques publiques pluralistes, de telle sorte que l'on puisse répondre et faciliter ce désir de changement.

Je suis parti d'une définition d'un idéal démocratique, celui du citoyen juge souverain mais il est clair que c'est très différent d'une démocratie à l'autre, qu'il y a bien des façons de contourner cet idéal démocratique. Concernant la capacité de sursaut, sans doute comme vous l'avez dit quand les états rentrent en guerre... Ce sont les événements qui ont provoqué les changements. Le libéralisme n'aurait pas existé sans les guerres de religion. Elles nous ont convaincu que nous étions incapables de nous entendre sur un bien positif et qu'il valait mieux s'entendre sur des biens négatifs. Pourquoi nous sommes passifs aujourd'hui, compte tenu de l'effondrement du régime communiste, beaucoup de gens ont fini par croire qu'il n'y a plus d'alternative. Alors peut-être avec une série de catastrophes intermédiaires, on aura cette épreuve des faits mais je crains que ça

ne suffise pas à éviter l'effondrement.

Regardons les chiffres, dans la région, Jeremy Rifkin vous a fait un projet que je trouve ridicule et je vais vous dire pourquoi : imaginez en 2050, si la production d'électricité doit être deux fois et demi ce qu'elle est aujourd'hui (pour 9,3 milliards d'habitants et nous serons plutôt 9,6 milliards), il n'y aurait pas assez de cuivre pour offrir un service tel qu'il existe en France. Avec des panneaux photovoltaïques à couches minces gourmands en métaux rares et semi-précieux, on ne produirait qu'1% de cet électricité. Si on voulait la produire avec de l'éolien, au mieux on en produirait 20% compte tenu des endroits limités pour une production optimale. Pour les générateurs électriques, il faudrait augmenter la production de néodymes (aimants) par un facteur 180... Oubliez. Toutes ces informations sont disponibles mais nous sommes comme un troupeau de lemmings qui avance vers le bout de l'île en chantant, en s'enguirlandant mais la falaise arrive...



Questions :

- *Avant la société marchande, je crois que c'est l'individualisme et la compétition des uns par rapport aux autres qui nous empêchent d'agir, de faire un pas de côté. L'espoir, c'est que l'on n'est pas heureux d'être toujours en compétition, on est très frustré les uns les autres. Ce malheur profond que chacun porte en soi va nous pousser à trouver des alternatives collectives mais je suis comme vous un peu pessimiste.*
- *L'apprentissage de la démocratie passe par l'école et par les nouveaux moyens de communication*

D.Bourg :

Un chercheur anglais en médecine, Wilkinson, connu sur les questions « inégalités et environnement » a montré avec une base statistique assez importante que finalement les inégalités nous rendaient beaucoup plus malheureux. On sent quand même venir, y compris dans le monde anglo-saxon, un désir de resserrement de l'échelle des revenus. Plus vous écartez l'échelle des revenus, plus vous tirez vers le haut le standard de consommation. Ce qui nous fait souffrir, ce n'est pas de ne pas consommer. C'est de ne pas consommer alors que d'autres consomment.

Concernant l'éducation, je vais répondre par une boutade : « on ne peut attendre que les maternelles de maintenant soient au pouvoir parce qu'on va crever avant ». Pour le net, on voit le pire et le meilleur. Les climato-sceptiques n'auraient pas atteint une telle audience sans le web. Sur la médiation scientifique, elle est nécessaire parce qu'on ne peut

qui sont extrêmement importants. La question écologique est complexe à expliquer. Que mettez vous derrière l'idée de médiation scientifique ?

- *Je suis plutôt effondré à la fin de votre présentation. La proposition que vous apportez me semble sous-dimensionnée par rapport au problème : ça fait référence au législateur et celui-ci a du mal à appréhender le sujet...*

avoir un jugement juste sur l'état de la planète. Je fais une différence entre les sciences du diagnostic, appelées sciences du climat et la technoscience. Il y a beaucoup de points communs, les gens font la même formation. La science du diagnostic produit des énoncés, les plus vraisemblables possibles alors que la technoscience va produire un objet. Hors, il n'y a pas d'objet faux, seul un énoncé peut être plus ou moins vrai. Il faut garantir une pluralité des modalités de jugement : selon le faux ou le vraisemblable, le bien ou le mal, le légitime ou l'illégitime, le juste ou l'injuste, le payer ou le pas payer... Aujourd'hui, on veut réduire toutes les modalités de jugement au « payer, ne pas payer » ou « coût-bénéfice ».

Pour la dernière question, il faut essayer d'imaginer comment donner un poids important à des initiatives locales qui aujourd'hui sont les seules à pouvoir avancer sur la question des modes de vie.

Questions :

- *Je suis interpellé par votre approche en terme d'échelle de territoire. En Norvège, une chercheuse révèle la toxicité des aliments donnés aux poissons d'élevage. Elle a été licenciée et l'on s'aperçoit d'un conflit d'intérêt de la ministre de la pêche. Pourquoi l'Europe ne vient pas sanctionner la Norvège ? On nous a dit, il y a trente ans de développer des fermes aquacoles pour épargner les ressources piscicoles. Ce n'est plus la solution. Si on ne peut plus manger de vaches parce que ça produit du méthane, il va falloir se nourrir quand même. La question ne se réglerait-elle pas par des communications internationales pour alerter sur les grands phénomènes nocifs pour la collectivité ?*

- *Les indicateurs sont au rouge, les élus le savent, d'autres décideurs le savent, le problème est plus de l'ordre de la croyance. Effectivement nous n'en avons pas d'expériences sensibles et nous nous heurtons à une autre croyance qui est celle du progrès technologique qui va régler tous les problèmes. La question qui est devant nous est celle de la gestion du temps. Beaucoup des choses que vous proposez sont atteignables. On a su faire des zones expérimentales sur la fiscalité avec les zones franches ; faire représenter les droits des personnes qui ne peuvent s'exprimer comme par exemple « un défenseur des droits des enfants ».*

Quelles pistes explorer pour avancer sur cette question de la gestion du temps et de l'urgence ?

- *J'ai lu qu'un facteur de changement était les minorités actives qui arrivent à entraîner une part suffisamment importante de la population par une sorte de mimétisme. Est ce crédible ?*

En pensant aux travaux de l'association Ars Industrialis (Bernard Stiegler) qui décrit le modèle prédateur

D. Bourg :

Je peux répondre aux deux questions à la fois : quand je parlais d'un pluralisme en terme de politiques publiques, justement il y a une forme de réponse à la question de l'urgence. Si l'on fait les choses les unes après les autres, on fait toujours passer les enjeux de court terme et jamais les enjeux de long terme. Si on répond à deux problèmes en même temps, on y répond. En matière d'environnement on voit souvent qu'il ne suffit pas de savoir. Il faut

de ressources et incitations à la consommation permanente, créant des comportements pulsionnels qui ont affaibli le désir chez les individus. Y aura-t-il des effondrements sociaux, économiques précurseurs d'un effondrement global et environnemental ?

avoir une espèce de culture qu'on forge au cours du temps et qui fait que l'on va bien pondérer. Sur la question du progrès, rappelez leurs cet exemple : en 1972 quand Meadows sort son rapport, les économistes l'ont conspué.

Quarante ans après, la réalité recouvre scrupuleusement les courbes tracées pourtant avec des moyens assez frustrés à l'époque mais robustes.

Questions :

- *J'ai 80 ans, on cherche toujours comment vivre plus tard, quelquefois il faudrait regarder comment on vivait avant. Moi, j'ai des chevaux, pourquoi ne pas faire revenir les chevaux ? Avant on cherchait à travailler pas à gagner de l'argent. Il y avait du travail pour tout le monde, on était pas malheureux. Nos grands-parents et nos parents rêvaient de machines qu'ils n'ont pas eu : le frigo, la machine à laver le linge, la voiture, le téléphone... Moi, je vis avec ça et dans le fond je ne suis pas plus heureux avec tout ce que l'on nous offre. On devrait quelquefois essayer de revenir en arrière, voir comment on vivait avant.*

- *Vous parliez d'une 3^{ème} chambre et vous êtes passé assez rapidement sur la question d'une monnaie publique. C'est intéressant de considérer la monnaie comme un bien commun, faire en sorte qu'elle ne soit pas gérée par une institution privée comme la Banque de France, la BCE. Je voudrais avoir votre avis sur le mouvement des monnaies locales dans sa capacité à relocaliser les échanges pour transformer nos modes de vie.*

- *Je vais sortir encore plus angoissé de cette soirée. J'ai quatre enfants. J'ai l'impression qu'il n'y a pas de solution, sauf peut-être au niveau local. Je vais régulièrement au Maghreb et je vois l'évolution. Je ne vous vois pas en train de dire aux Chinois et aux Indiens « non, non, calmez vous... ». Les politiciens ne sont pas naïfs mais chacun tire la couverture à soi.*

On est devant devant le choix d'une mère qui a le sida et qui doit choisir pour son enfant : soit le nourrir au sein et lui transmettre le sida soit le laisser mourir de faim...

- *A propos de la 3^{ème} révolution industrielle portée par la Région et Jérémy Rifkin. J'ai entendu vos critiques sur le fait qu'il n'y pas les ressources pour la mettre en œuvre à une échelle globale mais à l'échelle du Nord-Pas-de-Calais c'est possible. Dans ce qu'il raconte, il y a beaucoup de propositions avancées par les écolos depuis 20 ans mais il les fait dire par les grands patrons de la région. Il y a donc des moyens qui sont amassés. On peut se poser des questions sur la philosophie du projet et en même temps, ne pensez-vous qu'il y ait peut-être une opportunité ?*



D.Bourg :

Oui, certaines choses que l'on faisait dans le passé sont à regarder de près. Les économistes nous ont montré que, depuis les années soixante dix, les courbes qui retracent le sentiment de bien-être et de l'enrichissement matériel se déconnectent. Mais on continue de faire comme si on ne le savait pas en mettant à mal les écosystèmes qui nous font vivre. J'adore aussi les chevaux, mais au XIX^e siècle, 20% des surfaces agricoles étaient consacrées à la nourriture des chevaux. Avec une planète à sept milliards d'habitants, ce n'est plus possible.

Sur les monnaies. Je suis un fervent partisan des monnaies locales mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir à des monnaies plus globales. En France en 1974, je crois que c'est Pompidou qui avait décidé que l'Etat ne pouvait plus emprunter à taux zéro à la Banque de France mais qu'il était contraint d'emprunter sur les marchés privés. On nous a dit que les Etats étaient incapables de gérer les monnaies et franchement quand on voit les banques privées... Je ne vois pas comment on peut faire face aux investissements très lourds nécessités par les questions environnementales qui sont sans aucun retour rapide sur investissement. Cela passe par une création monétaire publique. Des propositions solides qui existent (cf. site fondation Hulot, Gaël Giraud) mais curieusement ces propositions ne sont reprises par aucun parti classique.

Questions :

- *L'humanité est dans un double déni : celui du réchauffement climatique et celui du refus de la fin de la démocratie. Si l'on est pour la fin de la démocratie, on est taxé de totalitaire, de fasciste alors qu'un pays comme la Belgique a vécu sans gouvernement pendant plusieurs années, le pays a été géré par des hauts fonctionnaires et la société civile a fonctionné. Il faut accepter la fin de la démocratie qui s'est faite violer pendant un siècle par le capitalisme. Par ailleurs en vous écoutant, que voulez vous que produise le pessimisme dans la société ? Ne faut-il pas être aussi porteur d'une lueur d'espoir ? Lorsque Gandhi fait la Marche du sel, ils sont cent mille pour un pays qui comptait quatre cent millions d'habitants à l'époque et ils ont réussi à bouleverser l'histoire. Ne pouvez-vous pas nous aider à être optimiste pour que cent millions de personnes dans le monde puissent*

L'histoire nous a habitué à des surprises. Je ne vous ai pas dit qu'il y allait avoir un effondrement, j'ai simplement dit que c'était assez probable, la meilleure chose à faire étant de le rendre le moins probable possible...

Concernant Rifkin, je vais répondre de manière indirecte. J'ai été invité à une rencontre franco-allemande Genshagen sur le thème de l'énergie. Il y avait des représentants de Siemens, la CDU, le SPD, des décideurs ou proches des décideurs. J'en suis sorti écœuré. Les industriels veulent prolonger leur modèle industriel et pour cela négocient des consensus avec l'opinion sensible aux questions écologiques pour poursuivre leurs productions. J'ai mesuré le cynisme des industriels. Je vous dirai qu'ils font même un autre pari, c'est qu'effectivement avec leurs panneaux solaires et leurs éoliennes, ils mobilisent sur le territoire allemand un certain nombre de matières précieuses sachant qu'elles vaudront beaucoup plus chères en fin de vie de ces équipements. Il faut savoir se lancer dans les énergies renouvelables et en même temps penser le changement de civilisation pour consommer moins, resserrer l'échelle des revenus, apaiser la mimesis. Le néo libéralisme tel qu'on le voit aujourd'hui avec l'explosion des inégalités est mortifère pour l'humanité, le planquer derrière des éoliennes ne m'intéresse pas.

essayer des coopératives... sinon, on distribue des cordes à la sortie de la conférence.

- *Je pense que la démocratie est possible quand on a une échelle de revenus limitée qui ne mette pas dans la misère une grande partie de la population. Aujourd'hui, il y a une votation citoyenne européenne qui, avec 1 million de signatures pourrait obliger la Commission européenne à étudier la mise en place d'un revenu de base universel et inconditionnel. Ce revenu redonnerait une forme de citoyenneté à chacun. Ça irait dans l'idée de décroissance puisqu'on ne serait plus obligé de produire n'importe quoi pour donner de l'emploi et de toute façon l'emploi diminue grâce à la mécanisation. Est ce que cela va dans le sens que vous préconisez ?*

D.Bourg

Comment peut-on favoriser un sursaut au moins d'une partie de la société ? L'exemple de la Marche du sel est excellent, c'est en effet une minorité qui fait bouger la société. Pourquoi les pouvoirs publics ne prendraient pas les moyens de permettre à cette minorité d'être plus visible ? J'abandonne mon pessimisme. Les défis à surmonter sont ce qu'il y a de mieux pour l'intelligence humaine. On a jamais eu un tel défi. Ça me remplit de joie, je suis un pessimiste totalement optimiste. Sur la démocratie, vous avez raison de poser la question. Il n'y a pas la démocratie mais des formes de démocratie. On assiste à une forme d'échec de la démocratie représentative qui ne signifie pas que la démocratie soit définitivement incapable de gérer pareils défis. C'est très important de savoir critiquer la démocratie, de se dire « oui pourquoi

pas, suspendons... » mais il ne faut pas arrêter la réflexion là et il faut surtout essayer.

Concernant le revenu universel, ce n'est évidemment pas contradictoire avec mon propos. Ma question, c'est que l'on raisonne à société égale, quand vous parlez de mécanisation... Mais qu'en sera-t-il dans une société avec beaucoup moins d'énergie ? Cela a existé à Rome avec l'empereur Auguste, dans une société non démocratique, avec le degré d'énergie d'une société traditionnelle, une partie de la population recevait de la nourriture gratuitement. Mais je n'ai pas vraiment travaillé le sujet. Je n'ai pas de position arrêtée sur le sujet.



Atelier citoyen vendredi 15 novembre 2013

MOBILISATION CITOYENNE ET CONCERTATION INSTITUEE A L'UNION

Ce séminaire a réuni quarante participants le vendredi 15 novembre 2013 au Studio du Fresnoy. Des membres du Collectif de l'Union, de la SEM, des techniciens de LMCU (Lille Métropole Communauté Urbaine) et des villes ont échangé à partir des conclusions de l'étude menée par l'UPC et le Ceraps (Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales, CNRS-Lille 2) sur trois ans (2010-2013). Cette étude, financée par le ministère de l'écologie avait pour objectif de voir « en quoi l'enjeu écologique a modifié les pratiques de concertation et la finalité de l'aménagement de l'écoquartier de l'Union ? » Au-delà des avancées et des limites analysées dans la construction de l'espace de participation à l'Union, celui-ci apparaît marginal dans la conduite du projet et la mobilisation des acteurs. Ce séminaire s'est aussi attaché à préciser les termes de la contradiction entre un projet d'attractivité économique et l'idée d'un écoquartier qui autoriserait l'expérimentation d'un autre modèle de développement de transformations des « modes de vie ». A la fin de ce séminaire, la question se pose des conditions de poursuite d'une démarche crédible aux yeux des acteurs, mais aussi de la population, en matière de participation.

Rappel sommaire du contexte de l'Union par Hamza El Kostiti (animateur UPC du Collectif de l'Union) :

Le projet institutionnel de l'Union a été en gestation pendant 30 ans (1970-2000) et correspond à un chantier de 15 ans (2005-2020). 80 hectares superposés sur trois villes entre Roubaix, Tourcoing et Wattlelos. Il propose un renouvellement urbain radical sous couvert d'écoquartier couplé à deux pôles de compétitivité ou d'excellence économique : le textile innovant et l'image. A cela il faut ajouter 1500 logements, d'autres immeubles de bureaux et un parc de 10 hectares.

Le Collectif de l'Union propose des projets associatifs : la création d'un lieu de mémoire textile

autour de la création d'une coopérative textile, le projet de création d'une ferme urbaine, développer de l'habitat écologique et partagé. Le Collectif ne veut pas que l'appellation « écoquartier » soit un cache sexe urbanistique, on veut participer à une autre gouvernance en participant aux décisions. Le Collectif organise chaque mois un « atelier public » qui propose de l'information et de la montée en qualification pour être en capacité de critiquer les politiques publiques. Le Collectif est dans un jeu démocratique intéressant puisqu'il est conventionné avec la SEM Ville Renouvelée (Société d'économie mixte, qui a la concession d'aménagement pour le compte de LMCU (Lille Métropole Communauté Urbaine).





Proposition de synthèse de l'étude UPC-CERAPS (Laboratoire Science Po -Lille) soutenue par le ministère de l'Ecologie, par Vincent Boutry (directeur UPC), Caroline Lejeune (doctorante), Bruno Villaba (CERAPS):

Vincent Boutry (directeur UPC) : la question de départ support de l'étude sur une période de trois ans (2010-2013) était «en quoi l'enjeu écologique a modifié les pratiques de concertation et la finalité de l'aménagement de l'écoquartier de l'Union ? ». Les acteurs, dans leur dialogue et leurs confrontations, ont franchi des étapes qui peuvent être marquées par 5 mots apparus dans le vocabulaire de l'Union du côté de l'institution ou de la mobilisation citoyenne :

1. « écoquartier » amené par LMCU en 2006, il

1. « Ecoquartier » : « l'Union premier écoquartier de la métropole » exprimé en 2006 par Pierre Mauroy, président de LMCU, a facilité la convergence entre des militants écologistes (collectif canal), du cadre de vie (comités de quartier) et des militants syndicaux d'entreprises textiles (Peignage la Tossée, filature Saint Liévin) et autre (Grande Brasserie Moderne) pour fonder le Collectif de l'Union (constitué en mai 2005). L'appellation « écoquartier » a amené la SEM, en tant qu'aménageur, a imaginé un dispositif original d'une gouvernance plus participative en finançant deux postes sur l'animation sociale et culturelle du projet avec une ingénierie de lieux de concertation : groupes de travail, maison de

ouvre le chantier d'une nouvelle gouvernance.

2. « changer d'ère à l'Union » amené par le Collectif de l'Union ce slogan pose la question d'un processus de transformation culturelle.

3. « moins de CO2 pour plus de participation » amené par le collectif de l'Union dans le cadre du plan climat LMCU, cette expression pose la question d'un nouvel urbanisme incrémental (par petites doses successives).

4. « développement durable » amené par l'institution, ces mots ouvrent le débat sur la durabilité de l'investissement ou du fonctionnement de l'Union ?

5. « ville en transition » amené par la mobilisation citoyenne, cette appellation pose la question des frontières du projet de l'Union.

l'Union, assises de l'Union, club des partenaires, commissions d'élus municipaux à huis clos, fond de participation des habitants de l'Union, commission du développement durable et de la concertation... Mais tous ces dispositifs restent périphérique par rapport au système de décision qui se joue dans la proximité des décideurs politiques et économiques. Donc cette ingénierie a du mal à mobiliser les acteurs qu'ils soient élus, ou associatifs, entrepreneurs et encore plus la population dans son ensemble. Comment poser une règle du jeu de concertation qui engage et oblige réellement l'ensemble des acteurs ?

2. « Changer d'ère à l'Union », dès 2005, l'enjeu pour le collectif de l'Union est de créer les conditions d'un changement culturel : comment sortir d'un siècle d'industrie textile? Cela suppose des moyens beaucoup plus importants qu'un dispositif de « démocratie participative ». Comment opérer les conditions de transformations culturelles qui permettent aux habitants des quartiers environnants d'être suffisamment en confiance pour avancer une idée, un projet ? La dimension culturelle, l'importance de la mémoire du territoire est mise en avant dans les projets d'urbanisme

3. « Moins de CO2 pour plus de participation citoyenne ». La planification urbaine de l'Union s'est faite sur deux mouvements : les démolitions pendant 20 ans et la reconstruction pendant 15 ans. Ces deux mouvements constituent deux formes de violence pour les habitants du territoire et ont aussi pour conséquences une empreinte écologique forte sur l'environnement. La participation des habitants est difficile sur la construction d'immeubles de cinq étages en béton et en verre. Elle est possible sur des aménagements provisoires et des réaffectations qui se consolident dans la durée en observant les demandes, les usages et évitant les démolitions.

4. « Développement durable ». L'approche du développement durable se situe essentiellement dans la performance énergétique des bâtiments. Les décideurs politiques et économiques sont les grands absents de la concertation sur l'Union parce qu'ils se situent dans des logiques d'investissement. Il s'agit de négociations bilatérales d'opportunités foncières, d'infrastructures. Il n'y a pas de négociation sur le contenu du projet au regard de sa contribution au développement durable. Le fonctionnement des projets est discuté à l'interne de l'entreprise. La vie associative et citoyenne est invisible. Le fonctionnement de la ville n'est pas discuté sur

mais elle ne prend pas en compte l'histoire récente des populations qui vivent dans le territoire. L'institution théâtralise l'histoire de l'épopée textile pour en faire un outil d'attractivité. La mobilisation citoyenne défend l'idée de construire l'histoire des « gens du textile » notamment l'histoire du déclin industriel, de la résorption de l'habitat insalubre, de l'accueil des immigrés. Comment faire avancer le projet d'un lieu de mémoire textile porté par les anciens salariés du Peignage de la Tossée, de la Lainière et de l'ancien maire de Tourcoing ?

C'est la proposition d'une planification urbaine incrémentale (par petites doses successives) qui permet de mobiliser les citoyens tout en limitant la consommation d'énergie. L'institution a mis en pratique à la marge ce principe notamment dans l'opération de réhabilitation de l'îlot Stéphenson, dans la gestion provisoire d'une aire d'accueil pour les Roms ou dans le concours « jardins rêvés ». La première conclusion du « forum ouvert » organisé par la mobilisation citoyenne en 2012 a été de réclamer des « ateliers de fabrication » de coopératives en tous genres, dans les quartiers. Peut-on faire émerger un nouvel urbanisme écologique et social à l'Union ?

des questions comme l'éducation, la sécurité, la mobilité... Il n'y a pas d'interlocuteur unique comme sur l'aménagement. Les services publics n'ont pas de projets territorialisés sur l'Union. Le fonctionnement devrait être mis en débat avant l'investissement. Ainsi le projet d'aménagement du parc de l'Union est revu à la baisse parce qu'on a pas suffisamment pensé les moyens d'entretien et d'animation. Est-ce que les pôles de compétences auraient pu être conçus comme des points d'appui pour mettre en débat l'économie (au sens large) future du territoire ?



5. « Ville en transition ». L'institution a tendance à considérer comme interlocuteurs légitimes les futurs usagers de l'Union. Le Collectif de l'Union revendique sa participation au titre de citoyen intéressé par l'avenir du territoire au regard des enjeux de développement actuel. L'Union peut-être soit conçu comme un projet planifié, clos et autonome, soit comme un projet qui doit s'ouvrir sur la ville c'est à dire en capacité de se

Caroline Lejeune (chargé de recherche UPC doctorante CERAPS) :

Merci à tous les participants à la recherche que nous avons menée pendant trois ans.

D'un point de vue scientifique, nous avons voulu interroger les acteurs de la participation dans un projet d'écoquartier tel que l'Union sur leur perception des grands enjeux environnementaux : le dérèglement climatique, le pic pétrolier, l'extinction de la bio diversité... Nous avons donc moins interrogé les procédures de participation que l'appropriation des enjeux environnementaux par les acteurs.

Au départ de l'Union, il y a un consensus sur les enjeux environnementaux. Côté institutionnel, l'arrivée des « agendas 21 » dans la métropole lilloise amène la proclamation du caractère expérimental de l'écoquartier de l'Union. Des référentiels sont établis : « la charte écoquartier », le référentiel développement durable renforcés par la reconnaissance nationale en 2011, du « label écoquartier ». Côté mobilisation citoyenne, elle existe depuis les années soixante dix avec l'expérience de l'Alma Gare (1970-80), l'expérience du Collectif Canal (1990-2000) puis le Collectif de l'Union (2005 à aujourd'hui). Parti de revendications portant sur le « cadre de vie », il y a eu une « écologisation des revendications ».

Le territoire de l'Union est marqué par les inégalités sociales, une précarisation croissante liée à la désindustrialisation. Dans une enquête que nous avons réalisé avec l'Institut Social Vauban auprès de la population des 8 quartiers environnants, nous avons identifié de nouvelles formes de précarité énergétique, des arbitrages faits entre « manger », « se déplacer », « se chauffer ». La menace écologique ne touche pas simplement les

transformer en fonction de son environnement, des dynamiques, des difficultés qui apparaissent sur le territoire. Le projet de l'Union peut-il être un point d'appui pour les quartiers proches, pour la métropole et au-delà pour penser une ville en transition? La dynamique du mouvement des villes en transition parti d'Angleterre, amenée par le Collectif de l'Union en 2010, qui essaimé à travers le monde est de ce point de vue intéressante.

pays du Sud mais concerne aussi les pays du Nord dans des territoires tel que celui de l'Union.

L'appropriation de la question environnementale amène des « cultures utopiques » distinctes :

- une culture utopique technicienne de maîtrise de la consommation énergétique en s'attachant à trouver des compensations écologiques pour concilier durabilité urbaine et pôles de développement économique. Il y a une imposition normative de la durabilité urbaine, de mise en conformité réglementaire, de valorisations techniques. On se rapproche d'une durabilité « plutôt faible »
- une culture utopique « éco-sociale » avec une écologisation de la mémoire, la mobilisation du registre de la transition écologique qui va renforcer cette radicalité environnementale. On assiste à une consolidation de la convergence entre les enjeux sociaux et écologiques. On peut rattacher cette utopie éco-sociale d'une conception plus forte de la durabilité.

Ces approches ont été matérialisées par le travail de l'urbaniste Sylvain Coquerel (2010) pour le Collectif de l'Union qui a tenté de concilier les deux approches dans le schéma directeur de l'Union, prenant en compte la contrainte financière.



Bruno Villalba (directeur scientifique de la recherche) : dans cette étude, nous avons réfléchi à partir de l'hypothèse consensuelle selon laquelle : « plus on participe à un projet, mieux les finalités du projet pourront intégrer la question écologique ». L'ensemble des acteurs étant d'accord pour affirmer la situation écologique « préoccupante, urgente, catastrophique... », on pouvait penser qu'il y aurait dès lors une capacité réelle de dialogue et d'intégration forte de la question écologique. On parlait effectivement de deux imaginaires :

- celui d'un espace urbain qui vise à répondre à des enjeux classiques d'attractivité urbaine dans une compétition des territoires. Faire en sorte que l'écoquartier soit un prolongement des politiques de revalorisation urbaine, répondant notamment à l'évolution des pratiques professionnelles du milieu du bâtiment. La question écologique est reléguée à une vision à la fois esthétique et de performances énergétiques parfaitement intégrées au modèle du marché.
- Celui d'une écologisation progressive des militants de l'UPC et du Collectif de l'Union. Les questions écolos n'étaient pas forcément prioritaires au départ. L'UPC a été un acteur clé de cette transformation. Une hybridation qui a plutôt bien fonctionné et c'est assez rare.

Ce qui est mis en évidence dans ces conciliations possibles d'imaginaires c'est que les dispositifs institutionnels permettent tout de même de sortir d'une opposition systématique pour ouvrir des espaces de négociation. Ce qui est intéressant c'est d'analyser ce qui a été central dans la négociation au regard de l'urgence écologique. Et sur ce plan, notre constat est pessimiste. D'une part, il faut rappeler l'asymétrie de pouvoir des représentations légitimes. C'est aussi celle de la capacité à peser sur la construction du projet. D'autre part, dans les entretiens qu'a pu mener Caroline avec les responsables politiques, on voit bien que la priorité est « la compétitivité économique » et que face à cela les revendications utopiques de partage, bien-être... ne pèsent pas lourd.

La participation a tout de même apporté une forme d'intégration de certaines revendications écologistes. Une collaboration effective, liée surtout à la bonne volonté de certaines personnes

de la SEM, va permettre de légitimer le projet d'écoquartier. Ce sont les revendications portées par le Collectif de l'Union qui vont être des éléments distinctifs pour valoriser l'écoquartier au niveau national même s'ils restent résiduels sur le quartier. La SEM réalise une mise en conformité des revendications utopiques portées par les acteurs associatifs en les rendant adaptables au projet.

Là où plus de participation pourrait amener à une transformation radicale du projet, on s'aperçoit que cela amène finalement une dépossession d'une partie des revendications utopiques et à leur intégration dans l'écoquartier à durabilité faible.

Notre étude montre que l'on reste dans une approche « constructiviste » des questions d'environnement, au niveau du discours. Plus vous parlez d'urgence écologique, plus vous avez le sentiment que c'est déjà un grand pas de fait dans la gestion de l'urgence écologique mais ça ne résout rien du tout. La question de la participation n'est pas une loi dans les projets écologiques. Elle est à regarder comme une condition opératoire ni plus, ni moins. Il faut s'interroger sur d'autres formes de revendications capables de recréer du rapport de force qui est systématiquement nié dans les logiques participatives.



LE DEBAT

Dominique Bourg : le programme de recherche Movida a mené deux programmes sur les écoquartiers et il en ressort en France que le bilan énergétique est négatif. Avec les économies réalisées sur l'utilisation de leurs logements, les habitants s'équipent de nouveaux appareils, accroissent leurs déplacements et au bout du compte augmentent leur consommation d'énergie. On ne trouve pas d'écoquartiers qui sont partis des citoyens en France. Ici, à l'Union, on a l'impression que c'est mixte mais on reste tout de même dans le contexte français où l'on ne peut remettre en cause fondamentalement le projet institutionnel. Est ce qu'il est prévu que les futurs habitants signent une charte d'engagements qui limiterait leur empreinte écologique ? Quelle est la relation qui est faite entre la population éligible à l'écoquartier et la part de la population qui est en précarité énergétique ?



Et quelle est la part de cette population dans le dispositif participatif ?

Caroline Lejeune : la part éligible : dans l'Union il est prévu 30% de logements sociaux et il existe trois niveaux de logements sociaux. On peut considérer qu'il y aura 10% de logements pour des personnes en situation de précarité énergétique. Si l'on prend les quartiers environnants l'Union, on peut considérer la population précaire de l'ordre de 30 à 40%.

Yves Lepers (SEM) :

Sur l'intégration de la population précaire, l'ambition de l'écoquartier se formule de manière complètement différente. L'enjeu est de créer de la mixité sociale en évitant de rajouter une population elle-même en précarité. L'enjeu de l'Union, c'est la

mixité, ce n'est pas l'intégration d'une précarité.

Christian Carlier (conseiller municipal Roubaix) :

L'Union est d'abord une initiative LMCU. La démocratie LMCU, c'est autre chose que la démocratie municipale. C'est faire fonctionner les trois maires ensemble, pas les trois communes, ni les conseils municipaux, ni les populations mais les trois maires.

Jesuis un peu surpris que les enjeux communautaires ne soient pas au moins posés. L'Union s'inscrit dans des compétitions de territoires au niveau de la métropole. Il y a des éléments positifs comme la venue du siège LMH etc... Mais on peut aussi faire l'hypothèse que nous sommes déjà en échec par rapport à ce qui se fait ailleurs. Il n'y a pas qu'à l'Union qu'il y a des écoquartiers. On lance dans quelques jours, la procédure de consultation publique pour le secteur de la gare Saint Sauveur à Lille. Après sur l'analyse qui a été faite, comment faire du développement intégrant la question écologique ? C'est vous, c'est nous, effectivement avec des réunions comme ce matin.

Hamza El Kostiti (UPC) : La notion de l'échelle du projet me semble très importante. Ça fait trois ans que je sillonne les quartiers concernés par l'Union, les habitants voient l'Union comme un mastodonte. Je crois que 3 hectares est une échelle opératoire pour les habitants. C'est une échelle qui peut créer des transformations. Il faudrait couper l'Union en 40 sous-territoires pour que l'on puisse proposer à des groupes de 10 ou 15 habitants des transformations immédiates du territoire. Il existe aussi un déni de sobriété. Après le choc pétrolier en France, on a su aménager les horaires, faire la chasse au gaspi avec des campagnes médiatiques. Aujourd'hui il faut promouvoir la sobriété.

Pierre Emmanuel Pessemier (HEP Union) :

Concernant la gouvernance et la complexité d'avoir trois communes, ne faut-il pas envisager une autre utopie sous la forme d'une gestion autonome de l'Union. Parallèlement, la question est de savoir quel est véritablement l'organigramme de décisions réelles concernant l'Union ?

Marie Chambolle (LMCU, service urbanisme) :

La question de l'échelle communautaire est bien posée. Quel est le rôle de ce projet dans l'attractivité métropolitaine ? Le territoire métropolitain est démographiquement en déficit et moins attractif que d'autres territoires en France. Les jeunes diplômés quittent la région faute d'opportunités d'emplois. La communauté porte donc le souci de développer un territoire avec une attractivité économique. C'est une partie de la motivation de ces grands projets avec l'enjeu du développement de l'habitat. Il y a des grands projets tels qu'Euralille, Eurasanté, Euratechnologie qui marchent plutôt spontanément. L'enjeu c'est aussi que les richesses soient mieux réparties. Se pose aussi la question : comment être chef de projet pour être en capacité d'intégrer les dynamiques locales qui participent vraiment à la définition du projet.

Majdouline Sbaï (directrice de la recherche UPC et vice-présidente Conseil régional) :

Si je résume la conférence de Dominique Bourg, les termes sont peut-être impropres mais en gros « la croissance est incompatible avec l'écologie ». Aujourd'hui, l'attractivité et la compétitivité ne visent que la croissance donc si l'on va au



bout, c'est incompatible avec l'écologie. Je trouve intéressantes les réflexions menées sur l'architecture et le capitalisme montrant que les projets d'aménagements au delà des besoins que nous avons, sont là pour absorber les surplus du capitalisme. Dès le début de ce projet en revenant d'Emscher Park, on se disait que pour que ça marche, d'abord, ne faisons rien de ce quartier, on attend et on réfléchit ensemble à comment faire quelque

chose qui soit vraiment utile à la communauté. On a pas besoin d'investir beaucoup d'argent, on peut réemployer les ressources du territoire.

La deuxième chose qui m'a intéressé dans la présentation de ce matin c'est que finalement, on se rend compte que la croissance est aussi incompatible avec les enjeux socio-économiques. La question de la compétitivité se retourne contre nous mêmes à l'échelle d'une métropole qui se déséquilibre totalement. Il faut passer de la notion de compétitivité à celle de partage, une économie de partage. Ce n'est pas parce que le gâteau sera plus gros qu'il sera mieux partagé. Il y a un peu de redistribution sociale mais les écarts se creusent.

Dominique Bourg : je voudrais rebondir sur le piège de la croissance. Souvenez-vous dans le rapport Meadows (1972 « les limites de la croissance ») de cette citation de Bertrand Russel (mathématicien et philosophe) : « imaginons que l'on trouve un procédé qui permette de fabriquer beaucoup plus de grenades avec beaucoup moins de gens. Dans un monde de croissance, il est clair qu'on licencie un certain nombre de gens considérant que l'on ne consommera pas beaucoup de grenades. Dans un monde sans croissance, on aurait partagé le temps libéré pour tous ». Le piège de la croissance est d'arriver à un standard matériel mais qui ne bénéficie pas à tous. On détruit la biosphère pour être malheureux, même les plus riches le sont. On peut alors peut-être réfléchir à un autre modèle.

Gilbert Pringuet (Comité de quartier Cul de Four-Collectif Union) : l'intercommunalité empêche de parler de certains sujets. Par exemple, on ne parle pas d'équipements sociaux à l'Union. Pourquoi ?

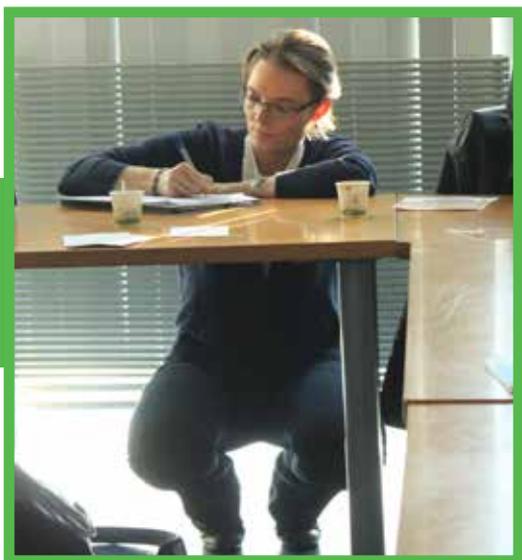
Vincent Boutry : Serait-on capable à l'Union de créer une autre attractivité sur des valeurs de partage ? Ne serait-ce pas attractif pour de nombreux acteurs et habitants ? Dans le modèle de compétitivité, nous sommes forcément perdants face à Lille. Peut-être que nous allons assister à un petit effondrement du programme initial de l'Union face à Saint Sauveur. Cela pourra recomposer un projet plus intelligent avec un « mouvement social » déjà présent, des institutions un peu angoissées sur la réalisation effective de leurs projets... Je suis peut-être rêveur..

Bruno Duriez (CNRS- Clersé, université Lille I):

Si on me pose la question, je ne viens pas habiter l'Union, je préfère les cinémas, le théâtre et la gare TGV de Lille. Les arguments du passé : « il faut attirer les cadres à Roubaix-Tourcoing », ça n'a pas marché. On a construit le Mercure dans les années 70 et il est resté vide des années. On n'a pas réussi à faire partir les personnes de basses qualifications dans le bassin minier. Elles sont restées là au chômage. Le projet de l'Alma Gare était un projet de mixité sociale au départ, il y avait des enseignants, des travailleurs sociaux mais ils sont partis. Dix ans après on démolit les logements construits. Aujourd'hui, j'imagine que l'on va plutôt occuper les immeubles vidés par la Redoute que de venir occuper les nouveaux immeubles de l'Union. En 1960, le plan Bernard prévoyait de transformer les Houillères en un grand lac. On pourrait faire à l'Union un grand parc près du canal.

Mathilde Wybo (doctorante en histoire à l'IRHIS) :

je travaille avec l'Union des Gens du Textile, les anciens de la Tossée sur la création d'une « Cité régionale de l'histoire des gens du textile ». La question de l'identité du territoire me semble essentielle pour travailler une culture de résilience territoriale. Comment dépasser les traumatismes du passé, la question de la crise de l'emploi, des



territoires en friches. Je pense aux travaux de l'économiste régional Hassan Zaoual, décédé en 2011, qui pose cette question de la dimension

culturelle de l'économie à travers la notion de site symbolique d'appartenance.

Bruno Villalba : Je n'ai rien contre la question sociale même si je considère qu'elle doit être traitée à partir de la question environnementale. J'aimerais soulever une ambiguïté : nous continuons à raisonner comme si nous pouvions négocier la conséquence des crises écologiques, concilier un développement économique qui prendrait en compte la créativité des habitants. On ne négocie pas la crise écologique, on s'y adapte et c'est cela qui est angoissant. Cette relégation marque la difficulté à prendre en compte l'angoisse que génère la question de la crise écologique. La question des villes en transition en fait un élément fondamental. Si vous n'avez pas peur du constat écologique, c'est que vous n'avez pas compris et vous ne changerez pas dans votre comportement. Dire que l'on va revenir sur la mobilité, dans l'imaginaire, c'est très difficile. Nous avons du mal à lier la question sociale et écologique dans une contre proposition à l'attractivité et la compétitivité économique..

Bertrand Bocquet (Université Lille I, s.cité) : Je voudrais revenir sur la question « moins de CO2 pour plus de participation citoyenne ». On aborde la question sous l'angle humain, politique mais rarement sous l'angle scientifique et technique. Les institutions s'appuient sur des experts qui ont une légitimité très grande par rapport au citoyen. Comment faire partager la culture scientifique et technique aux citoyens ? On pourrait organiser des conventions de citoyens pour s'approprier ces questions et remettre des avis citoyens aux décideurs.

Hamza El Kostiti : Le parallèle entre science et religion est délicat. Les gens ne mettent pas au cœur de leurs préoccupations la question écologique parce qu'ils ne croient pas. Les religions provoquent des comportements politiques chez des millions de gens. Des milliards de gens sur terre ont des pratiques non négociables (viande, alcool,...) mais le réchauffement climatique est le cadet de leur souci. Comment imaginer un mariage philosophique au niveau des pratiques de toutes les religions ?

Mathilde Wybo: La dégradation écologique est la dégradation culturelle de l'idée même de l'homme. C'est cela qui est inquiétant. Il y a un aspect suicidaire qui est là.

Bernard Deleu (membre UPC) : Je veux bien considérer que l'on va dans le mur d'un point de vue écologique mais il faut aussi s'intéresser à la question sociale. Les gens sont enfermés dans leur petite vie, une pensée unique qui est la croissance. Le pouvoir économique impose sa volonté aux Etats, à l'Europe, à tous les pouvoirs. Ne pourrait-on pas penser un quartier expérimental créant une autre société ? Par exemple en créant un revenu de base pour chaque habitant, en créant une nouvelle économie.

Participant : Comment à l'échelle de la Communauté urbaine, on pourrait instituer un territoire expérimental ? Ça ne peut venir des associations et des citoyens seuls. Comment créer ces échanges avec la Communauté urbaine ?

Participant : La singularité de l'Union, c'est qu'il y a eu un passage de l'individu au collectif, ce qui est rarement le cas. C'est un grand pas en avant mais comment cela se fait-il ? Quelle est la genèse de la création de ce collectif ?

Réjane Poyé (membre UPC - Collectif de l'Union) : C'est l'histoire du territoire, les luttes de l'Alma, les luttes écologiques et syndicales qui ont facilité le collectif. Mais j'espère qu'on saura aller plus loin que ces combats précédents et pour l'instant je n'en ai pas l'impression. On ne met pas les moyens pour que ces initiatives se développent.

Mélia Delplanque (Les Saprophytes) : Sous couvert de sobriété, on dit qu'il n'y a plus d'argent pour créer des zones expérimentales dans l'espace public. Les maires et LMCU ne veulent plus assumer la responsabilité de l'expérimentation, du droit à l'erreur que cela suppose. Si on fait un trou dans le trottoir pour planter une glycine, qui est responsable si quelqu'un se tue ? Comment créer des outils pour donner le droit à l'expérimentation ? Les entreprises, parce qu'elles ont des moyens financiers peuvent déplacer tous les m³ de terre

qu'elles veulent sans problème. Si l'on reprend l'idée de distribuer des lots de 3 hectares pour des expérimentations, concrètement, comment fait-on ? Une convention ?...

Pierre Yves Deprez (membre UPC-Collectif de l'union) : L'écologie est encore vécue comme un luxe pour beaucoup de gens. Il faut d'abord manger, se vêtir... L'écologie, ça se résume aux poubelles. Il y a les Nicolas Hulot, Yann Arthus-Bertrand qui ont fait cinquante fois le tour du monde et qui nous font la morale et ça me gêne. J'apprends ici que l'écologie n'est pas uniquement la nature, c'est aussi les gens. C'est intéressant pour moi, ça me permet de m'ouvrir à tout ça.

Christian Carlier : l'intervention de Bruno Villaba m'a laissé sans voix. Je suis d'accord avec ce qu'il dit. Le problème c'est qu'au delà de le dire comme ce matin, qu'est ce que l'on fait ? C'est toute la contradiction de l'écologie. La politique est par définition le compromis. L'écologie, c'est pas de compromis. Que fait-on au delà de parler ?



A la fin de cette matinée, on n'a rien creusé. Le développement traditionnel a l'avantage d'être apparemment rassurant. Tout à l'heure j'évoquais l'hypothèse d'un échec de l'Union, c'est une hypothèse qui me fait froid dans le dos malgré tout. Je connais les chiffres des ressources des Roubaisiens, c'est effarant. L'écologie va se résoudre par l'échec, la catastrophe. Tout le monde va en souffrir. Comment en sortir ?

Vincent Boutry : Prenons garde à ne pas opposer discussion et action. L'activisme associatif montre ses limites comme l'action individuelle. Il faut prendre le temps de réfléchir pour créer l'espace qui permette d'agir justement. Comment passer des alliances avec les uns et les autres pour pouvoir fabriquer des choses.

Majdouline Sbaï : Il me semble que l'Union ne peut pas être un territoire d'expérimentation. Dès que l'on sait que le choix de développement est autre... on doit s'inscrire dans cette histoire plus globale à l'échelle de LMCU. On peut malgré tout y faire des expériences mais je crois qu'il y a quelque chose à trouver sur l'échelle du collectif de l'Union avec ses partenaires.

Dominique Bourg : Je crois qu'il faut se donner le temps de l'expérience, des tâtonnements. Une société qui tiendrait compte des enjeux dont on parle, personne ne sait ce que c'est. Il faut se donner le temps de l'invention, se donner la peine de voir les limites, voir quand on va au delà d'un simple verdissement d'un quartier.

Majdouline Sbaï : Si l'on arrive à approfondir cette réflexion et cette démonstration sur l'écologie comme étant déterminante, y compris face à la question sociale, nous arriverons à écrire une vision de société. Sur des thèmes comme l'alimentation, l'habitat, il y a des choses à mieux qualifier et trouver les mots.

Caroline Lejeune : Il est important de considérer que l'on ne peut dissocier l'environnement et les inégalités sociales. Il faut regarder comment on prend en compte les inégalités écologiques. A l'Union, si l'on valorise le droit à la mobilité, on renforce l'inégalité avec les habitants des quartiers environnants à faible mobilité. Comment répartir les ressources écologiques disponibles au sein de la population ? Il faut intégrer la question de la justice écologique dans l'aménagement urbain.

Bruno Villalba : Que faire ? Effectivement, il ne faut pas dissocier la réflexion de l'action. Günter Anders, philosophe allemand explique qu'il faut utiliser la méthode de l'imagination en deux temps :

- se mettre à niveau de ce que l'on crée et des conséquences de ce que l'on crée. La crise écologique est une conséquence créée par l'homme. Il s'agit de rendre visible ce qui est invisible et je trouve que le collectif et l'UPC ont une vraie expertise là-dessus : la manière dont vous avez relié la mémoire ouvrière avec l'exploitation du travail et les conséquences écologiques de l'industrie.

- Une fois que l'on est au niveau de ce que l'on a créé, c'est de se dire : maintenant, on doit oser proposer d'autres perspectives. C'est très compliqué parce que l'on est tous pris dans des contraintes sociales. Imaginer d'autres méthodes pédagogiques, d'autres contenus d'information. Là aussi je trouve que l'UPC a fait émerger des choses au delà de ce qui est communément accepté dans le débat public et l'entre-soi politico-technique. Cela a influencé les choses mais le risque est de se faire instrumentaliser et de devenir un partenaire institutionnel comme les autres.



Dominique Bourg



Dominique Bourg est un philosophe, professeur à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne.

- Pour que la terre reste humaine, de Dominique Bourg, Nicolas Hulot et Robert Barbault (21 septembre 1999)
- La nature - philosophique, de Presses universitaires de Franche-Comté (1 janvier 2001)
- Crise écologique, crise des valeurs ? : Défis pour l'anthropologie et la spiritualité, de Philippe Roch, Dominique Bourg et Collectif (4 février 2010)
- Vers une démocratie écologique : Le citoyen, le savant et le politique, de Dominique Bourg et Kerry Whiteside (7 octobre 2010)
- Vers une société sobre et durable, de Dominique Bourg (sous la direction de) et Alain Papaux (2 mai 2010)
- Pour une 6^{ème} République écologique, de Dominique Bourg et Collectif (27 octobre 2011)
- Parer aux risques de demain, de Dominique Bourg et Jean-Louis Schlegel (22 août 2011)
- Sobriété volontaire : En quête de nouveaux modes de vie, de Dominique Bourg, Philippe Roch et Collectif (15 septembre 2012)
- Du risque à la menace, de Dominique Bourg

Le Collectif de l'Union

Le Collectif de l'Union, fondé en 2005, est un espace de construction de paroles autonomes et collectives de citoyens, regroupés ou non en association, souhaitant participer à l'aménagement du quartier de l'Union. Il n'a pas vocation à représenter la population. Il mobilise un réseau associatif tel que des comités de quartier, des centres sociaux, des associations d'anciens salariés, de demandeurs d'emploi, de protection de l'environnement, sportives ou culturelles.

2005 : Plateforme « Pour le droit à changer d'ère » signée par les membres du Collectif revendique une nouvelle «gouvernance participative» prenant en compte la nécessité de produire un changement d'ordre culturel pour sortir de l'ère industrielle textile.

2006 -2008 : Voyage d'études en Allemagne à Emscher Park (reconversion de la Rhur sur la nature et la culture) puis à Freiburg (reconversion des casernes Vauban en un écoquartier conçu de manière participative, Baugruppen).

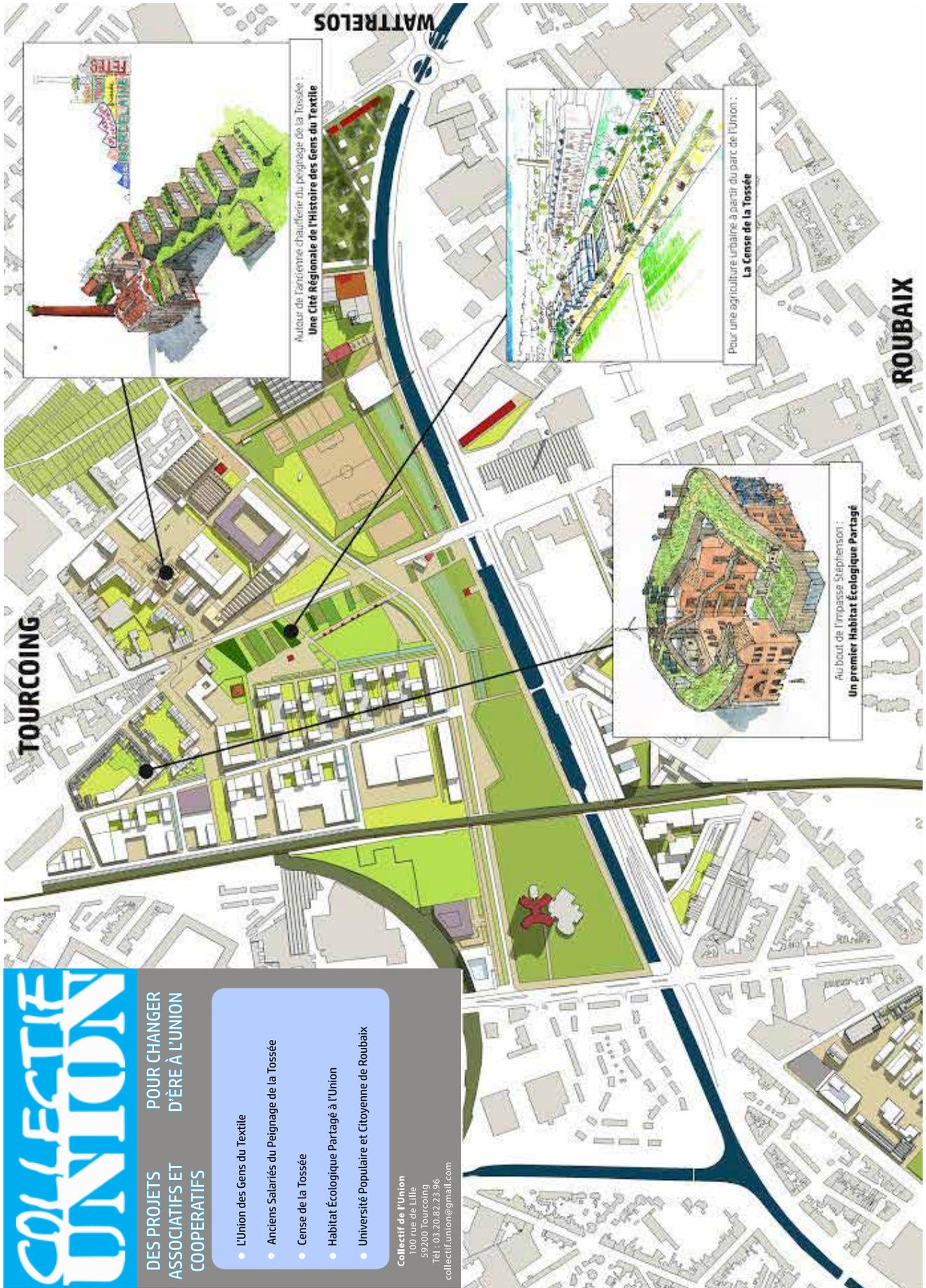
2009 : Convention de partenariat avec la SEM Ville Renouvelée. L'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix devient l'aide technique du Collectif de l'Union. Organisation chaque premier lundi du mois d'un Atelier Public du Collectif de l'Union.

2012 : Organisation du forum ouvert «Changeons d'ère à l'Union» à l'Imaginarium avec la MRES, le mouvement Colibris: 200 participants citoyens-bénévoles sur un week end.

2013: Lettre ouverte aux élus municipaux et métropolitains demandant le gel de terrains pour des projets associatifs et coopératifs et une intégration de ces projets dans le programme d'aménagement de l'Union.

Aujourd'hui, le Collectif de l'Union attend une réponse des nouveaux exécutifs municipaux et communautaire sur l'engagement à soutenir la dynamique originale du Collectif de l'Union.

Collectif de l'Union
Université Populaire et Citoyenne,
20 rue de Lille 59100 Roubaix
tél : 03.20.82.23.96
collectif.union@gmail.com



TOURCOING

WATTRELOS

ROUBAIX



Autour de l'ancienne chaufferie du peignage de la Tossée :
Une Cité Régionale de l'Histoire des Gens du Textile



Pour une agriculture urbaine à partir du parc de l'Union :
La Cense de la Tossée



Au bout de l'impasse Stephenson :
Un premier Habitat Écologique Partagé

**COLLECTIF
L'UNION**

DES PROJETS
ASSOCIATIFS ET
COOPERATIFS
POUR CHANGER
D'ÈRE À L'UNION

- L'Union des Gens du Textile
- Anciens Salariés du Peignage de la Tossée
- Cense de la Tossée
- Habitat Écologique Partagé à l'Union
- Université Populaire et Citoyenne de Roubaix

Collectif de l'Union
100 rue de Lille
59200 Tourcoing
Tél : 03.20.82.23.96
collectifunion@gmail.com

Les cahiers de l'UPC déjà parus

- N°1. Le creuset français, histoire de l'immigration** avec Gérard Noiriel
- N°2. Les politiques d'insertion sont-elles justes ?** avec Simon Wuhl
- N°3. Laïcité, Islam et République** avec Alain Gresh et Michel Tubiana
- N°4. L'Économie solidaire et l'insertion : quels gisements d'emplois ?** avec Bernard Eme
- N°5. Les différents visages du racisme** avec Mouloud Aounit et Pierre Tévanian
- N°6. 20 ans de TUC, CES, Emplois jeunes, quel bilan pour avancer ?** avec Bernard Gomel
- N°7. Mixité sociale ou assignation à résidence ?** avec Sylvie Tissot et Saïd Bouamama
- N°8. En attendant l'emploi, changer le travail** avec Bernard Gazier
- N°9. Esclavage-colonisation, qu'avons-nous fait de notre histoire ?** Avec Olivier Le Cour Grandmaison et Christiane Taubira
- N°10. Décroissance, terre et humanisme, du Sahara aux Cévennes** avec Pierre Rabhi
- N°11. Quelle autre Europe sociale ?** avec Bernard Gazier (à Valenciennes)
- N°12. Du RMI à l'allocation universelle** avec Yannick Vanderborght
- N°13. Quelle autre Europe sociale ?** avec Jean Claude Barbier (au pays des Sept Vallées)
- N°14. Quelle autre Europe sociale ?** avec Jean Gadrey et Nicolas Postel (à Dunkerque)
- N°15. La science, le politique et le citoyen** avec Jacques Testart *
- N°16. A quoi sert l'identité nationale ?** avec Gérard Noiriel *
- N°17. Quelle autre Europe sociale ?** avec Dominique Méda
- N°18. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?** Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi
- N°19. Faut-il en finir avec l'insertion ? Quel nouveau service public ?** avec Robert Castel, Jean Gadrey et Bernard Eme.
- N°20. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?** 2^e Forum citoyen pour bouger

- la politique de l'emploi
- N°21. Pour sauver la planète, sortez du capitalisme** avec Hervé Kempf
- N°22. La fin de ce monde n'est pas la fin du monde** avec Patrick Viveret
- N°23. Quel accompagnement socio-professionnel ?** avec Olivier Jeanson et Fabrice Moustiez
- N°24. Repenser les migrations** avec Agnès Arquez Roth et Nancy L. Green
- N°25. Une "identité nationale", quelle réalité en 2010 ?** avec Denis Sieffert, Saïd Bouamama, Bruno Mattéi *
- N°26. Vers une sécurité sociale professionnelle ?** avec Francis Kramarz
- N°27. Laissez tomber votre caddie** avec Christian Jacquiau
- N°28. Quelle citoyenneté urbaine ?** avec Jacques Donzelot
- N°29. Apprendre de la précarité ?** avec Florence Aubenas
- N°30. De l'Alma à l'Union : vers un éco-quartier exemplaire ?** avec Sylvain Coquerel et Lucien Kroll
- N°31. Inégaux devant la santé : une injustice inéluctable ?** avec Pierre Aiach
- N°32. Racisme mode d'emploi** avec Rokhaya Diallo
- N°33. Que peut-on partager avec les Roms à Roubaix ?** avec Clair Michalon
- N°34. Dessine-moi une ville en transition**
- N°35. Économie solidaire et insertion** avec Martin Hirsch
- N°36. Place à la santé !** avec Didier Ménard
- N°37. Habiter autrement contre le mal-logement ?** avec Stéphanie Lamarche-Palmier, Valérie Morel et Arlette Haedens
- N°38. De la naissance jusqu'au Pays de l'or gris** avec Françoise Nay, Françoise Gobled et Philippe Lefebvre
- N°39. L'Hospitalité, L'épreuve de l'autre** avec Anne Gotman, Haydée Saberan, Mathilde Wybo
- N°40. Comment mieux vivre la maladie ?** avec Eric Delassus, Bernard Meurin, Philippe Maquet
- N°41. Refaire la cité, l'avenir des banlieues** avec Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie
- HORS SERIE : Changeons d'ère à l'Union !**

